

Nous constatons une amélioration dans la mise en œuvre des ODD au Burkina Faso et nous apprécions les efforts faits par le gouvernement dans ce sens y compris dans l'inclusion des organisations de la société civile dans la mise en œuvre de l'Agenda 2030. Malgré ces progrès, des difficultés réelles perdurent, principalement par rapport au financement des ODD, ce qui a des conséquences réelles dans leur mise en œuvre. Ceci affecte des secteurs comme l'éducation, la création d'emplois décents, l'accès à l'assainissement et la lutte contre le changement climatique. Nous demandons donc un plus grand compromis du gouvernement dans ces secteurs. L'action dans ces secteurs pourrait progresser avec une plus grande implication des organisations de la société civile dans le nouveau PNDES, l'élaboration des plans d'actions et du budget. Nous considérons aussi qu'il y a des grands problèmes par rapport au manque de données et que ceci affecte directement les stratégies pour la mise en œuvre des ODD.

Sur la base de ces remarques, nous voudrions poser les questions suivantes au gouvernement :

1. Comment est-ce que le Gouvernement peut-il relever le défi de performance de l'assainissement en tenant en compte les engagements de N'Gor?
2. Quelles sont les mesures que le gouvernement peut prendre pour un meilleur engagement des couches marginalisées et des communautés vulnérables vivant dans des zones reculées à atteindre, spécialement dans les plans de lutte contre le changement climatique ?
3. Quelles sont les mesures concrètes que le gouvernement serait disposé à entreprendre pour créer des emplois décents et améliorer le taux d'emploi des jeunes?

Statement #2

Les organisations de la société civile dans le domaine de l'éducation, les ONG et les Syndicats de l'Education réitèrent leurs félicitations au quant à ses efforts pour relever le défi de l'éducation pour tous au Burkina Faso.

De façon globale, au niveau des indicateurs de l'ODD4, la société civile en termes d'appréciation relève que les cibles 4.1, 4.3, 4.6 et 4.7 sont plus ou moins en progression, la cible 4.5 est en bonne voie et les cibles 4.2 et 4.4 sont très en retard de réalisation.

Sur le plan financier, on constate que la part des ressources internes de l'Etat accordées en 2018 au secteur de l'éducation est de 19,79% sans atteindre le taux référentiel d'au moins 20%.

Que compte faire le gouvernement d'ici la fin du PNDES pour relever les défis de l'éducation inclusive dont principalement :

- l'accès de toutes les filles et de tous les garçons à des activités de développement et de soins de la petite enfance et à une éducation préscolaire de qualité qui les préparent à suivre un enseignement primaire ;
- l'accès des personnes handicapées et des enfants en situation vulnérable, à tous les niveaux d'enseignement et de formation professionnelle
- l'augmentation nette du nombre de jeunes et d'adultes disposant des compétences, notamment techniques et professionnelles, nécessaires à l'emploi, à l'obtention d'un travail décent et à l'entrepreneuriat

Pour une éducation inclusive, équitable et de qualité, en avant

Je vous remercie